



<b>République du Burundi</b>	<b>Résultats d'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle (saison 2016A)</b>	<b>Mai-Juin 2016</b>
------------------------------	--	----------------------

Les plateaux secs de l'Est et les plateaux humides, excepté la province de Ngozi, sont classés en phase III, crise alimentaire, de mai à juin 2016. Quelques communes situées autour de la Mairie de Bujumbura, les communes de Nyanza-Lac et Giharo sont aussi classées dans cette phase. La consommation alimentaire pauvre, la malnutrition très élevée, dégradation progressive des ME ainsi que et les faibles disponibilités alimentaires liées à la faible performance de la saison agricole sont les principales causes de cette situation de crise. La crise socio-politique prévalant depuis mi 2015 a provoqué des déplacements des populations, pertes des opportunités de travail, ainsi que la restriction de mouvement habituels/saisonniers des biens et des personnes non seulement à l'intérieur du pays mais aussi avec les pays frontaliers en l'occurrence le Rwanda et la Tanzanie. Une protection des moyens d'existence de 23% de la population rurale en situation de crise alimentaire s'avère indispensable, à court et à moyen termes.

**Principaux résultats pour les zones les plus touchées**

**Consommation alimentaire**

D'après l'EFSA d'avril 2016, le score de consommation alimentaire des zones de moyens d'existence des Plateaux Secs de l'Est, en situation de crise alimentaire (IPC phase 3) ainsi les localités classées en cette même phase oscillent entre 15 et 20%, alors que le score de consommation limite varie entre 30 et 45%. La diversité alimentaire pauvre de ces zones tourne au tour de 40% au niveau de ces zones en phase 3.

**Nutrition :**

Les mesures de périmètre brachial (MUAC) réalisées en avril 2016 avec l'EFSA révèlent des taux de malnutrition aiguë globale de 12% dans les Plateaux Secs de l'Est. Si on considère la situation établie en 2008 (référence), cette zone affiche également un taux de malnutrition aiguë de plus de 5% au même titre que certaines communes du Moso (Dépressions de l'Est). Aussi, le nombre d'admissions reste élevé dans les plateaux secs de l'Est, soit le double de la moyenne des sept dernières années pour une période de septembre à décembre.

**Evolution des moyens d'existence :**

Les stratégies de détresse (synonymes de phase 4 IPC) et stratégies de crise (phase 3 IPC) ont été respectivement adoptées par plus de 10% et 25% de ménages dans les zones de moyens d'existence citées plus haut, en récurrence les Plateaux Secs de l'Est et les localités les affectées par l'insécurité alimentaire des Dépressions du Nord et Crête Congo Nil.

**Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes**

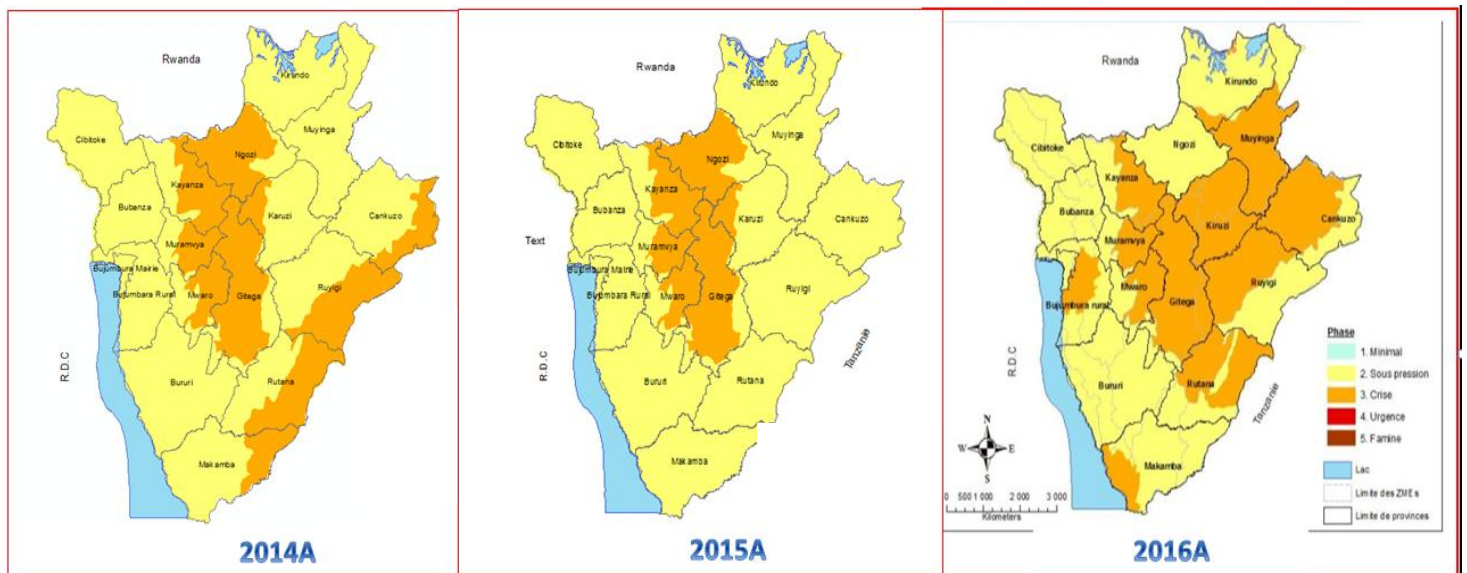
La situation politico-sécuritaire précaire de plus d'une année qui a poussé plus de 260 000 réfugiés à l'extérieur et 25 300 déplacés intérieurs (*dans 3 provinces couvertes par le DTM de l'OIM*), associée à une économie en berne depuis la crise déclenchée en avril 2015 et les chutes de production agricole due aux catastrophes naturelles, entretiennent la fragilité des ménages. Cette situation amène les communautés à dilapider les biens productifs, engager les récoltes sur pied, réduire les opportunités de revenus dont la vente de main d'œuvre et à adopter des mécanismes d'adaptation sévères. L'enquête EFSA d'avril 2016 a rapporté que 12% de ménages enquêtés ont procédé au déstockage d'animaux d'élevage et plus de 15% dans les Plateaux Secs de l'Est et Crête Congo Nil.

De plus, les moyens d'existence ont été affectés par les effets de l'insécurité et de la psychose de guerre, particulièrement pour couvrir les dépenses liées aux déplacements. Ainsi le relèvement précoce des moyens d'existence est crucial pour accompagner la normalisation sécuritaire.

Les effets de la crise sont particulièrement ressentis dans la plupart des régions en insécurité alimentaire chronique prononcée. Les facteurs structurels qui ne trouvent pas de réponse à court terme comme la dégradation des sols et la perte de fertilité, la forte pression démographique, la paupérisation, la forte prévalence des maladies et la dégradation de l'environnement, alimentent à long terme la vulnérabilité des ménages qui ont une faible capacité de résilience en cas de chocs.

Ces facteurs étant combinés avec des conditions conjoncturelles sévères comme la montée des prix des denrées de base, les faibles productions liées aux contraintes d'accès économique aux intrants agricoles (fertilisants, semences, etc.) pour occasionner des crises alimentaires répétitives.

**Cartes d'insécurité alimentaire aiguë, IPC 2014A, 2015A & 2016A**



## Partie 2: Résumé des Conclusions, Méthodes, et Prochaines Étapes

### Principales conclusions et enjeux

Le Burundi est classé au premier rang mondial des pays les plus pauvres avec un PIB de 315,2 USD/habitant. L'indice global de la faim présente le Burundi comme un des pays à situation très alarmante (Indice > supérieur à 30). Comparé avec les pays voisins, le Burundi est l'Etat le plus affamé de l'Afrique de l'Est. Ce contexte de fragilité est accentué par une pauvreté extrême où plus de 64% de la population vit actuellement en dessous du seuil de pauvreté.

L'agriculture familiale, principale source de nourriture et base de moyens d'existence de près de 90% de la population, étant pendant longtemps mise à mal et dramatiquement affectée par de longues années de guerre civile, se retrouve maintenant déstabilisée par des aléas et catastrophes naturels récurrents. Comparée à l'année dernière, la saison culturale 2016A, a été assez performante (diminution globale de 2,1% seulement) quoique n'ayant pas généré de grandes disponibilités de stocks alimentaires au niveau des ménages. Une pluviométrie abondante une stabilité de la production des tubercules, banane et céréales (augmentation d'entre 0,1 à 3%) en comparaison avec la même saison de l'année dernière (2015A), mais occasionnant une chute de 7% des légumineuses très sensible à l'excès des pluies.

Les moyens d'existence des communautés rurales étant essentiellement basés sur l'agriculture, la grande saison culturale 2016A a fait objet de perturbations liées aux tensions politiques du pays qui ont entraîné des départs en exil des centaines de milliers de personnes vers les pays voisins (le HCR recensait plus de 260 000 au mois septembre). Quoique la saison culturale ait été globalement bonne, les perturbations sécuritaires n'ont pas permis aux ménages, dans certaines provinces, de capitaliser pleinement sur le produit de la récolte comme d'habitude. Les localités les plus concernées sont notamment la périphérie de Bujumbura (épicerie de la crise), les provinces du Centre/Est et Nord/Est dont les opportunités de vente de main d'œuvre (contribution de plus de 40% des revenus) sont fortement affectées par la crise en cours, directement ou indirectement.

De plus, l'accès à l'alimentation devient de plus en plus problématique, particulièrement pour les provinces des Plateaux Secs dont les ménages font recours aux aliments non préférés à plus de 60% (pour une moyenne de moins de 50%) et dont le recours au marché comme principale source de vivres à plus de 50% rend de plus en plus vulnérable ces provinces qui connaissent déjà une chute des revenus. Par ailleurs, les prix des différentes denrées alimentaires restent très élevés par rapport aux années antérieures, à la même période (augmentation de 25 à 45% par rapport à la moyenne des 10 ans), limitant ainsi l'accès à une alimentation adéquate pour beaucoup de ménages.

En conséquence à cette précarité alimentaire, la tendance de la situation nutritionnelle semble être fortement dégradée par rapport à 2014, les données MUAC de l'EFSA d'avril 2016 estime le taux de malnutrition aiguë globale à 12%, alors qu'elle était moins de 10% en 2014. Grâce aux interventions en faveur de l'amélioration alimentaire et nutritionnelle, la province de Ngozi connaît une amélioration, passant de la phase III depuis plusieurs années à la phase II, une amélioration prouvée aussi par un statut nutritionnel satisfaisant (MAG de 4% pour une moyenne de 6,5%). Les bonnes récoltes de la saison 2016A couplées aux interventions diverses auront été à la base de l'amélioration relevée dans les dépressions du Nord et de l'Est.

En plus de la situation sécuritaire, du paludisme et des aléas climatiques qui pourraient encore influencer la sécurité alimentaire et qu'il faut surveiller, les maladies des cultures comme la mosaïque et le flétrissement bactérien redeviennent préoccupantes, donc aussi à suivre de près.

### Méthodes, processus et enjeux principaux

L'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë menée du 2 au 6 mai 2016, est la 18<sup>ème</sup> faite suivant les outils du Cadre Intégré de Classification de la Sécurité alimentaire (IPC), actuellement faite en ligne grâce au Système de Soutien à l'Information (ISS) récemment introduit dans les analyses IPC. Plus de 50% des participants à cette analyse avaient bénéficié la semaine précédente (du 25 au 29 avril) d'une formation IPC niveau II pour renforcer leurs capacités d'analyse et accéder à des compétences de facilitations de tels fora. Ils avaient aussi bénéficié dans le passé d'une série de formations incluant la formation sur les concepts de base de sécurité alimentaire et moyens d'existence et beaucoup d'analystes avaient déjà été certifiés IPC niveau 1. Les participants à l'analyse comprenaient des experts de la FAO, du PAM, des représentants des services gouvernementaux et des ONGs locales et internationales. L'atelier avait aussi connu la participation des experts de Fewsnet et IPC/GSU régional. Le niveau de confiance de l'analyse est de 2, sur une échelle de 1 à 3, établie suivant le nombre et la fiabilité des données utilisées dans l'analyse.

## Conclusions et Recommandations pour les prochaines étapes

Les grandes lignes de l'analyse articulent autour des conclusions suivantes :

- ✓ La production agricole qui est à la fois source d'alimentation et de revenus des ménages accuse graduellement une chute progressive au cours des saisons et celle de 2016A a été globalement diminuée de 2,1% par rapport à celle de la même saison de l'année précédente, elle-même qui n'était pas bonne ;
- ✓ Les légumineuses sont les plus touchées par cette diminution alors qu'elles constituent la principale source de protéines dans l'alimentation des ménages ;
- ✓ Certaines habitudes alimentaires adoptées comme stratégies d'adaptation contribuent à l'augmentation de la malnutrition par une alimentation pauvre caractérisée par une faible diversité alimentaire ;
- ✓ Certains programmes d'appui intervenant dans l'amélioration de la nutrition ont eu un impact positif dans la province de Ngozi qui était chroniquement soumise à une insécurité alimentaire depuis certaines années. D'autres programmes de développement (aménagement des marais, repeuplement du cheptel) en général, l'extension et l'intensification de la riziculture en particulier ont sensiblement réduit l'impact du choc hydrique sur la production de la saison 2016A ;
- ✓ La réduction de l'accès alimentaire causée par la chute de la production agricole est aggravée par la réduction du potentiel d'importation agricole, la hausse des prix des denrées alimentaires alors que les sources des revenus sont très faibles ;
- ✓ La crise politique actuelle depuis mai 2015 a fragilisé la situation de la sécurité alimentaire en général, tandis que certaines localités ont été profondément touchées par les déplacements des populations d'une part, la limitation de mouvement réduisant les opportunités de vente de main d'œuvre, ainsi que d'autres mécanismes d'adaptation dégradant les moyens d'existence des ménages ;
- ✓ Les cultures de rente, particulièrement le thé des zones de haute altitude, jouent un rôle considérable dans l'amortissement des chocs alimentaires ;
- ✓ Les populations les plus fragilisées par cette situation, devraient être prioritaires dans l'accompagnement des ménages à retrouver et stabiliser leurs moyens d'existence. Les programmes recommandés seraient de nature à promouvoir les sources de revenus et, l'accès à l'alimentation équilibrée.
- ✓ La situation de l'insécurité alimentaire aiguë étant persistante, la solution durable devrait beaucoup inclure les initiatives de développement pour rompre le cercle vicieux de la pauvreté rurale, promouvoir la résilience aux chocs et l'éducation nutritionnelle des communautés.
- ✓ Les interventions des partenaires nécessitent une grande coordination pour mutualiser les ressources et asseoir une gestion axée sur les résultats qui mènent à une grande recevabilité par rapport aux communautés bénéficiaires.

Dans l'optique de suivre au mieux l'état de sécurité alimentaire en faveur de la prévention des crises alimentaires, il est essentiel de :

- ✓ Redynamiser le système de collection de données coordonné pour une alerte précoce.
- ✓ Mettre à jour la méthodologie d'évaluation des récoltes en lumière de l'expérience de l'Enquête Nationale Agricole (ENAB).
- ✓ Conduire une formation niveau I à l'endroit des nouveaux analystes IPC, particulièrement aux nouveaux cadres du Gouvernement (DPAE en récurrence) dont le nombre devient de plus en plus important, afin qu'ils puissent rehausser la capacité d'analyse et davantage contribuer aux sessions futures.
- ✓ Finaliser et mettre à disposition des décideurs l'analyse IPC chronique menée en fin 2014.

### 3ème Partie : Estimation par le GTT national des populations en phase humanitaire Situation actuelle, mai - juin 2016

Pour estimer les populations en différentes phases, le groupe d'analystes à procéder comme suit :

- **Phase 1** : Pourcentage des ménages n'ayant adopté aucune stratégie d'adaptation liée aux moyens d'existence ;
- **Phase 2** : Moyenne des pourcentages de ménages ayant adopté des stratégies d'assurance et avec celui des ménages ayant une diversité alimentaire moyen ;
- **Phase 3** : Proportion du nombre résiduel des ménages pondérés avec celle des stratégies de crise relatives aux moyens d'existence ;
- **Phase 4** : Proportion du nombre résiduel des ménages pondérés avec celle des stratégies d'urgence relatives aux moyens d'existence.

Zone de Moyens d'existence	Populations totale	Populations en phases IPC				
		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
Buragane	228 170	128 460	69 021	23 400	7 289	0
Crête Congo Nil	1 122 544	345 744	397 942	289 348	89 511	0
Depression Est	624 007	274 563	236 499	83 266	29 679	0
Depression Nord	868 551	319 627	334 392	144 456	70 076	0
Haute altitude	1 288 334	622 265	411 623	186 244	68 202	0
Plaine Imbo	729 215	315 021	284 394	110 014	19 787	0
Plateaux Humides	2 791 737	1 085 986	1 021 776	542 886	141 089	0
Plateaux Secs Est	1 698 891	626 891	591 214	361 138	119 648	0
Total	9 351 450	3 718 556	3 346 861	1 740 753	545 280	0
	100%	42%	35%	17%	6%	0

**Contact pour de plus amples informations :**

Pour plus d'infos, Groupe de travail technique IPC : MINAGRIE, FAO, PAM, RENOSAN

Unité de Soutien Globale de l'IPC: [www.ipcinfo.org](http://www.ipcinfo.org)